

N°1 Implication dans la gouvernance alimentaire et nutritionnelle

Les grands acteurs du secteur privé (les firmes multinationales et les fondations philanthropiques) s'impliquent de plus en plus dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle du continent Africain. Forts de leur poids économiques et encouragés par les pouvoirs publics à différents niveaux, ils participent à l'élaboration des politiques publiques, influençant les structures de gouvernance et les modèles de développement. Si leur capacité à transformer l'agriculture africaine est mise en avant, leur emprise sur la gouvernance alimentaire et nutritionnelle est souvent dénoncée. La controverse sur ce sujet est particulièrement vive.

NB : Ce bulletin de veille sera complété par un prochain bulletin de veille sur l'implication du secteur privé dans le financement de l'agriculture africaine.

Ecrivez-nous si vous souhaitez partager d'autres ressources intéressantes sur ce sujet ; elles pourront venir compléter ce bulletin !

Bonne lecture,

L'équipe d'Inter-réseaux Développement rural (inter-reseaux@inter-reseaux.org)

Sommaire

Gouvernance agricole et alimentaire

- Article : Le rôle des entreprises et des fondations privées dans la gouvernance mondiale agricole et alimentaire
- Note de synthèse : MOND'Alim 2030 : gouvernance et régulation de la mondialisation des systèmes alimentaires
- Analyse : Le secteur privé sauvera-t-il l'agriculture africaine?
- Thèse: Agency through adaptation: Explaining the Rockefeller and Gates Foundation's influence in the Governance of global health and agricultural development 
- Rapport : La nutrition des peuples n'est pas un business

Coopération au développement

- Bulletin de synthèse : Coopération pour le développement agricole en Afrique : Le rôle des entreprises et des fondations privées
- Rapport : Allier les moyens et les fins - Quel rôle pour le(quel) secteur privé dans l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle ?
- Documentaire vidéo: Vertueuses, les multinationales ? Le business de l'aide au développement
- Note de communication : A stronger role of the private sector in achieving inclusive and sustainable growth in developing countries 
- Rapport : Cinq bailleurs occidentaux façonnent un agenda « pro-business » pour l'agriculture africaine

Partenariats public-privé

- Rapport : *Ending hunger and malnutrition: the role of public-private partnerships* 
- Note : *Des partenariats public-privé pour lutter contre la malnutrition?*
- Rapport : *Public-private partnerships for agribusiness development : A review of international experiences* 
- Dossier : *Partenariats public-privé*

Coalitions d'acteurs

- Rapport : *Partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du programme de développement durable à l'horizon 2030*
- Résumé d'article : *Are equity and sustainability a likely outcome when foxes and chickens share the same coop? Critiquing the concept of multistakeholder governance of food security* 
- Acte de la journée d'étude : *Enjeux et pratiques des nouvelles coalitions d'acteurs : Pouvoirs publics, sociétés civiles et entreprises*

Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

- Rapport : *Evaluation de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition au Sénégal*
- Rapport : *The new alliance for food security and nutrition : A coup for corporate capital* 
- Rapport : *Corporate influence through the G8 New alliance for food security and nutrition in Africa* 

Révolution verte africaine

- Entretien : *Un paradigme pro-business au sein de la BAD*
- Rapport : *Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA): Laying the groundwork for the commercialisation of African Agriculture* 
- Rapport : *The African Fertiliser and Agribusiness Partnership (AFAP): The «missing link» in Africa's Green Revolution?* 

Opportunités et risques de l'agro-industrie

- Rapport : *Les rôles et les opportunités pour le secteur privé de l'industrie agro-alimentaire en Afrique*
- Rapport : *Contractualiser avec les agriculteurs en Afrique*
- Rapport : *Growing Africa : Unlocking the potential of agribusiness* 
- Rapport : *Qui tire profit des cultures GM ? L'expansion des intérêts agro-industriels en Afrique grâce à la politique de biosécurité*
- Article : *Cultiver le désastre : le programme Grow permet aux multinationales de développer leur mainmise sur l'agriculture*

Concentration du secteur agro-alimentaire

- Article : *Les trois mega-fusions de l'agro-industrie : l'arrêt de mort de la souveraineté des agricultrices et des agriculteurs ?*
- Revue : *Agropoly : Ces quelques multinationales qui contrôlent notre alimentation*

Gouvernance agricole et alimentaire

Article : Le rôle des entreprises et des fondations privées dans la gouvernance mondiale agricole et alimentaire

Nora Binet, 2014

Cet article examine le processus de reconfiguration de la coopération internationale, sous l'effet du rôle croissant joué par les acteurs du secteur privé (grandes entreprises et fondations). D'après l'auteure, les contours d'un schéma d'intervention ainsi que d'une gouvernance agricole et alimentaire mondiale semblent aujourd'hui se dessiner. Cet article se propose d'en analyser les ressorts à partir de deux récentes initiatives : la Nouvelle alliance du G8 et Agra.

Lire l'article (15 p.) :

<https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2014-1-page-23.htm>

Note de synthèse : MOND'Alim 2030 : gouvernance et régulation de la mondialisation des systèmes alimentaires

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective, avril 2018

La mondialisation des systèmes alimentaires est entrée dans une nouvelle phase que la prospective MOND'Alim 2030, a cherché à caractériser. Si les règles multilatérales structurent toujours les systèmes alimentaires, ce cadre est de plus en plus concurrencé, notamment par les initiatives privées qui se multiplient.

Télécharger la note (8 p.) :

<http://agriculture.gouv.fr/telecharger/89719>

Analyse : Le secteur privé sauvera-t-il l'agriculture africaine?

Roger Blein, Défi Sud n°135, 2017

En se hissant au rang de « coproductrices des politiques publiques », les firmes privées bouleversent les règles du jeu de la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Face à des lobbys et des stratégies de communication de firmes particulièrement bien armées, les défenseurs des agricultures familiales doivent faire valoir la pertinence de leur vision et de leurs approches.

Lire l'analyse (5 p.) :

https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/2017/10/defis_sud_barometre_secteur_privé.pdf

Thèse : Agency through adaptation: Explaining the Rockefeller and Gates Foundation's influence in the Governance of global health and agricultural development

Michael Stevenson, 2014

L'argument central avancé dans cette thèse est que l'influence de la Fondation Rockefeller et la Fondation Bill et Melinda Gates dans la gouvernance de la santé mondiale et du développement agricole est issue de leur capacité à faire progresser certaines structures de connaissances, en accord avec les Etats dominants. Le rapport pointe trois implications majeures liées au paradigme des partenariats publics-privé.

Lire le rapport de thèse (306 p., 3 Mo) : 

https://uwspace.uwaterloo.ca/bitstream/handle/10012/8233/Stevenson_Michael.pdf

Rapport : La nutrition des peuples n'est pas un business

Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition, octobre 2015

Ce rapport décrit le contrôle croissant qu'exercent les entreprises sur les systèmes alimentaires, les espaces d'action politique et les structures de gouvernance, et formule des recommandations à l'intention des États, afin de prévenir et de sanctionner les initiatives entravant l'exercice des droits humains. Deux articles sont particulièrement pertinents sur ce sujet :

- « Quand les entreprises s'emparent de la gouvernance de l'alimentation et de la nutrition : une menace pour les droits humains et la souveraineté des peuples », F. L. S. Valente (p.15)
- « Le « business » de la malnutrition ou comment les opérations de relations publiques fournissent un alibi idéal à l'industrie de l'agro-alimentaire », P. Rundall (p. 25)

Accéder au rapport (104 p.) :

https://www.righttofoodandnutrition.org/files/R_t_F_a_N_Watch_2015_french_single-page_Web.pdf

Coopération au développement

Bulletin de synthèse : Coopération pour le développement agricole en Afrique : Le rôle des entreprises et des fondations privées

Inter-Réseaux, août 2013

Dans cette synthèse, nous proposons d'apporter des éléments d'éclairage au paradoxe apparent d'une aide au développement supposée indépendante des intérêts économiques privés mais pourtant largement pilotée par le secteur privé, en précisant ses implications pour le secteur agricole. Un focus particulier est fait sur la Nouvelle Alliance et Agra, approches emblématiques autour desquelles s'est structurée la controverse.

Lire le bulletin de synthèse (8 p.) :

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/BDS_No10_final.pdf

Rapport : Allier les moyens et les fins - Quel rôle pour le(quel) secteur privé dans l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle ?

Concord, 2017

Ce document retrace l'évolution de l'approche de l'UE en matière d'implication du secteur privé dans le développement, et questionne l'hypothèse selon laquelle l'investissement du secteur privé dans l'agriculture des pays en développement conduira à des résultats positifs de développement pour les plus vulnérables. Le document se termine par des recommandations sur la façon d'associer largement le secteur privé dans l'agriculture, tout en incluant petites entreprises et petits producteurs.

Lire le rapport en français (24 p.) :

https://concordeurope.org/wp-content/uploads/2018/04/CONCORD_PrivateSector_Agriculture_2017_French_online.pdf

Lire le rapport en anglais (20 p.) : 

https://concordeurope.org/wp-content/uploads/2017/11/CONCORD_PrivateSector_Agriculture_2017_online.pdf

Documentaire vidéo: Vertueuses, les multinationales ? Le business de l'aide au développement

Valentin Thurn et Caroline Nokel, Arte, mai 2017

Ce documentaire montre que bien que l'aide publique européenne au développement ait pour objectif de faire diminuer l'insécurité alimentaire et la grande pauvreté dans le monde, les contributeurs allouent souvent les fonds à des entreprises qui ne jouent pas le jeu. En enquêtant en Afrique, les auteurs de ce documentaire ont constaté que les multinationales accaparent les terres, paient des salaires misérables à leurs employés et poussent les paysans à acheter leurs produits.

Voir le reportage (86 mn) :

https://www.youtube.com/watch?v=06_xp3FDksQ

Lire la fiche de présentation du film réalisée par le CFSI dans le cadre de l'édition 2018 du Festival Alimenterre (12 p.):

<http://www.alimenterre.org/system/files/inline-files/fiche-film-vertueuses-vf-aft-vf.pdf>

Note de communication : A stronger role of the private sector in achieving inclusive and sustainable growth in developing countries

Commission européenne, 2017

Cette note de communication de la Commission européenne présente la stratégie de l'Union Européenne pour offrir un rôle plus important au secteur privé, afin de permettre un développement inclusif et durable dans les pays en développement. Elle présente ainsi un cadre stratégique, ainsi que les outils et modalités pour faire du secteur privé un partenaire de la coopération au développement.

Lire la note (16 p.) : 

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX%3A52014DC0263&qid=1400681732387&from=EN>

Rapport : Cinq bailleurs occidentaux façonnent un agenda « pro-business » pour l'agriculture africaine

Oakland Institute, 2016

Ce rapport dresse un bilan critique du soutien apporté par les grands bailleurs occidentaux à l'agriculture en Afrique. En effet, à travers le projet EBA (Enabling the Business of Agriculture) de la Banque mondiale, des fondations privées et coopérations gouvernementales ont formé une alliance tenace faisant pression pour des réglementations en faveur de l'exploitation commerciale du potentiel agricole africain, au détriment de l'agriculture familiale.

Lire le rapport en anglais (28 p.) : 

https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/unholy_alliance_web.pdf

Lire un résumé du CFSI en français :

<http://www.alimenterre.org/cinq-bailleurs-occidentaux-faonnent-un-agenda-pro-business-pour-l-agriculture-africaine>

Partenariats public-privé

Rapport : Ending hunger and malnutrition: the role of public-private partnerships

Ecdpm, Save the Children Italy, octobre 2017

Ce rapport explore le rôle des partenariats public-privé (PPP) dans la réalisation de l'Objectif de développement durable n°2 « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ». Il étudie les problématiques clés liées aux PPP à partir d'exemples d'initiatives, fait un focus sur l'Afrique, et formule des recommandations en lien avec les opportunités et menaces identifiées.

Lire le rapport (36 p.) : 

<http://ecdpm.org/wp-content/uploads/Save-Children-ECDPM-Oct-2017.pdf>

Note : Des partenariats public-privé pour lutter contre la malnutrition?

Gret, février 2015

D'après le Gret les partenariats public-privé (PPP) peuvent, dans certaines conditions, représenter des solutions intéressantes pour lutter contre la malnutrition. Cette note aborde le marché des aliments de complément, l'alliance entre rentabilité économique et impact social, mais aussi l'importance d'un environnement non contraignant pour le développement du secteur privé local. Elle formule ensuite des recommandations pour l'encouragement des PPP contre la malnutrition.

Lire la note (4 p.) :

<http://www.alimenterre.org/system/files/ressources/pdf/972-ppd-17-ppp-malnutrition-fevrier2015.pdf>

Rapport : Public-private partnerships for agribusiness development : A review of international experiences

FAO, 2016

Ce rapport se fonde sur l'étude de plusieurs partenariats public-privé (PPP) à l'international. Il décrit quatre types de PPP (pour le développement des chaînes de valeur ; l'innovation et le transfert de technologie ; le développement des infrastructures commerciales ; et la fourniture de services de développement économique). Il en extrait des bonnes pratiques de gestion et gouvernance, et présente les avantages et défis de ces partenariats. Une note a également été publiée à l'occasion de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique. Elle reprend les conclusions du rapport sur l'utilisation des PPP pour stimuler une croissance agricole inclusive en Afrique.

Lire le rapport en anglais (183 p.) : 

<http://www.fao.org/3/a-i5699e.pdf>

Lire la note en français (11 p.) :

<http://www.fao.org/3/a-mp575f.pdf>

Dossier : Partenariats public-privé

Spore, CTA, septembre 2017

Ce dossier sur les partenariats public-privé (PPP) présente un article intitulé *Les leçons à tirer pour les PPP de demain*. Dans la rubrique point de vue, le PDG de la Farm to Market Alliance explique comment son initiative peut aider les exploitants les plus démunis à passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale. Vous trouverez également un reportage sur l'initiative Nurture avec les producteurs fruitiers au Kenya.

Lire le dossier :

<http://spore.cta.int/fr/dossiers/article/les-lecons-a-tirer-pour-les-ppp-de-demain.html>

Coalitions d'acteurs

Rapport : Partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du programme de développement durable à l'horizon 2030

HLPE, juin 2018

Ce rapport s'intéresse aux partenariats multipartites en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il explore leurs processus et leurs résultats, évalue leur efficacité, mais aussi leur contribution en matière de gouvernance des systèmes alimentaires. Il suggère enfin une méthode pour cartographier différentes catégories de ces partenariats, ainsi que des critères pour leur évaluation au regard de l'Agenda 2030.

Lire le rapport en anglais (144 p., 6 Mo) : 

http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-13_EN.pdf

Lire le résumé en français (12 p.) :

http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_S_and_R/HLPE_2018_Multistakeholder-Partnerships_S_R-FR.pdf

Résumé d'article : Are equity and sustainability a likely outcome when foxes and chickens share the same coop? Critiquing the concept of multistakeholder governance of food security

Nora McKeon, décembre 2016

Dans son article, Nora McKeon remet en question la montée des processus multipartites dans la gouvernance de la sécurité alimentaire. Elle alerte sur le fait qu'une mauvaise prise en compte des inégalités de pouvoir et des intérêts des parties-prenantes contribuerait à renforcer le pouvoir des entreprises sur les régimes alimentaires des populations.

Lire le résumé d'article : 

<https://foodgovernance.com/2016/12/19/are-equity-and-accountability-a-likely-outcome-when-foxes-and-chickens-share-the-same-coop/>

Acte de la journée d'étude : Enjeux et pratiques des nouvelles coalitions d'acteurs : Pouvoirs publics, sociétés civiles et entreprises

Groupe initiative, janvier 2015

Les dix associations du Groupe Initiative proposent d'éclairer le débat sur les nouvelles coalitions d'acteurs à la lumière de leurs pratiques. Les membres analysent en détail le contexte, avec ses transformations et leurs implications, et les pratiques que l'on rencontre dans d'autres pays. Ils étudient ensuite plusieurs cas pratiques dans les filières laitières, et proposent des recommandations opérationnelles suite à la journée d'étude organisée en janvier 2015.

Lire le rapport (53 p.) :

https://groupe-initiatives.org/IMG/pdf/traverses_44.pdf

Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Rapport : Evaluation de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition au Sénégal

Marie Gagné, *Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire, IPAR, 2018*

Ce rapport examine les contours de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (NASAN) au Sénégal et discute du rôle que le Canada a joué dans cette initiative. Il étudie le contenu du Cadre de coopération et la méthode d'évaluation des objectifs de la NASAN au Sénégal, et conclut par une appréciation critique de ses résultats. Faisant suite à ce rapport, retrouvez également la lettre d'interpellation présentant ce « constat d'échec » adressée par la société civile aux gouvernements du Sénégal, des pays membres du G7 et à l'union Africaine.

Lire le rapport (82 p.) :

<https://landportal.org/library/resources/%E2%80%99investissement-priv%C3%A9-en-agriculture-est-il-la-solution-%C3%A9valuation-de-la-nouvelle>

Lire la lettre d'interpellation :

<http://www.ipar.sn/Lettre-d-interpellation-adressee-au-gouvernement-de-la-Republique-du-Senegal.html?>

Rapport : The new alliance for food security and nutrition : A coup for corporate capital

Nora McKeon, *Transnational Institute, mai 2014*

Ce rapport examine les moyens par lesquels les entreprises internationales influencent les programmes de développement en Afrique, particulièrement à travers la NASAN, et parviennent ainsi à privatiser les ressources dont dépendent les populations rurales, tout en réduisant leurs droits. Le rapport conclut en documentant des contre-mouvements en cours en Afrique et à l'échelle internationale.

Lire le rapport (20 p.) : 

https://www.tni.org/files/download/the_new_alliance.pdf

Rapport : Corporate influence through the G8 New alliance for food security and nutrition in Africa

Obenland, août 2014

Ce rapport dresse un bilan synthétique de l'influence néfaste exercée par les entreprises à travers la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (NASAN) en Afrique. Il passe en revue différentes initiatives, puis souligne des failles majeures du fonctionnement de la NASAN : alignement des politiques avec les intérêts des entreprises, approche réductionniste du développement, excès de confiance dans les partenariats public-privé, volontarisme politique et manque de transparence, comptabilité et participation.

Lire le rapport (24 p.) : 

https://neu.globalpolicy.org/sites/default/files/Corporate_Influence_through_the_G8NA.pdf

Pour plus de ressources sur ce thème consulter le bulletin de veille n°316 – Spécial pôles de croissance :

<http://www.inter-reseaux.org/publications/bulletins-thematiques/article/bulletin-no-316-poles-de>

Révolution verte africaine

Entretien : Un paradigme pro-business au sein de la BAD

Mamadou Goïta, *Défi Sud n°135, 2017*

Selon Mamadou Goïta, la vision du développement agricole de la Banque Africaine de Développement (BAD) se fonde d'une part sur l'inclusion du secteur privé, et d'autre part sur la promotion du modèle de la Révolution verte et donc le développement d'une agriculture industrielle et productiviste. Que devient l'agriculture familiale dans tout cela? Qu'implique ce choix du modèle de développement agricole? Deux points clés discutés dans cet entretien avec le directeur exécutif de l'Institut de recherche et de promotion des alternatives de développement en Afrique (Irapad).

Lire l'entretien (3 p.) :

https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/2017/10/defis_sud_barometre_goita.pdf

Rapport : Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA): Laying the groundwork for the commercialisation of African Agriculture

African Center for Biosafety, 2012

Ce rapport jette un regard approfondi sur l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA), avec un focus sur son rôle dans les systèmes semenciers africains. Il étudie la vision et la structure de l'AGRA, son programme pour les semences ainsi que celui pour la gestion du sol. Il souligne ensuite les points forts et points faibles de cette approche et propose des idées répondant aux problématiques soulevées.

Lire le rapport (43 p.) : 

https://www.researchgate.net/publication/274379137_Alliance_for_a_Green_Revolution_in_Africa_AGRA_Laying_the_groundwork_for_the_commercialisation_of_African_Agriculture

Rapport : The African Fertiliser and Agribusiness Partnership (AFAP): The «'missing link » in Africa's Green Revolution?

African Centre for Biodiversity, 2015

Le Centre africain pour la biodiversité passe au crible le Partenariat africain des engrais et de l'agroalimentaire (AFAP), une organisation indépendante établie en 2012 sur un financement de 25 millions de dollars en provenance de l'AGRA. Le rapport décrypte la vision de l'AFAP ainsi que ses stratégies d'action. Il s'intéresse également aux entreprises partenaires et au travail de l'AFAP au sein de l'Association internationale des engrais.

Lire le rapport (25 p.) : 

<https://acbio.org.za/wp-content/uploads/2014/11/acbio-AFAP-report.pdf>

Opportunités et risques de l'agro-industrie

Rapport : Les rôles et les opportunités pour le secteur privé de l'industrie agro-alimentaire en Afrique

UNPD, 2012

Cette étude mandatée par la Facilité africaine pour les marchés inclusifs (AFIM) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) cherche à identifier les rôles et les opportunités pour le secteur privé de l'industrie agro-alimentaire en Afrique. Elle met l'accent sur la réussite des modèles de développement inclusifs du marché en Afrique, et explore les mécanismes à travers lesquels le secteur privé peut engager les petits agriculteurs et les faire passer de l'agriculture de subsistance à l'agro-entreprise viable.

Lire le rapport en anglais (100 p., 3 Mo) : 

https://www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/UNDP_AFIM_Agro-food-industry.pdf

Lire le résumé en français (6 p.) :

http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/Partnerships/Private%20Sector/Resume%20Analytique_Les%20roles%20et%20les%20opportunités%20pour%20le%20secteur%20privé%20de%20l%27industrie%20agroalimentaire.pdf

Rapport : Contractualiser avec les agriculteurs en Afrique

Farm, juin 2018

A l'initiative de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM), un groupe de travail (composé de trois entreprises françaises et deux PME africaines) s'est réuni en 2017-18 sur le thème de la contractualisation avec les agriculteurs en Afrique, dans l'optique de favoriser son adoption dans une perspective de développement durable. Retrouvez les partages d'expériences, discussions et recommandations formulées par les participants, issus de différents maillons des filières.

Lire le rapport (58 p.) :

<http://www.fondation-farm.org/zoe/doc/synthesegroupetravail.pdf>

Rapport : Growing Africa : Unlocking the potential of agribusiness*Banque Mondiale, mars 2013*

Ce rapport de la Banque mondiale étudie les défis auxquels le secteur de l'agroalimentaire en Afrique est confronté et propose des solutions. Il prévoit que les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires d'Afrique pourraient générer un marché alimentaire d'un billion de dollars à l'horizon 2030 – soit un triplement de sa capacité actuelle.

Lire le rapport (162 p., 3 Mo) : 

http://documents.worldbank.org/curated/en/327811467990084951/pdf/756630v10REPLA0fric_a0pub03011013web.pdf

Voir une vidéo de présentation en français (5'28) :

<https://www.youtube.com/watch?v=li9PgAPVOZ4>

Rapport : Qui tire profit des cultures GM ? L'expansion des intérêts agro-industriels en Afrique grâce à la politique de biosécurité*Les Amis de la terre international, février 2015*

Le présent rapport examine les divers moyens par lesquels le gouvernement des États-Unis, les programmes et les projets qu'il finance, des sponsors comme Bill et Melinda Gates et des entreprises comme Monsanto, essaient ensemble d'obliger les pays africains à accepter des technologies GM (génétiquement modifiées) chères et mal adaptées à leurs besoins. Il se base pour cela sur l'étude de faits et cas concrets, et conclut sur la responsabilité de l'USAID dans l'ouverture forcée des frontières africaines aux OGM.

Lire le rapport (36 p.) :

<https://www.foei.org/wp-content/uploads/2015/02/Qui-tire-profit-2015.pdf>

Article : Cultiver le désastre : le programme Grow permet aux multinationales de développer leur mainmise sur l'agriculture*Grain, janvier 2017*

Cet article dénonce les pratiques et impacts négatifs du programme Grow. Il s'appuie sur les activités de Grow sur le terrain, à travers l'analyse de plusieurs projets. Il explique aussi comment les structures régionales et nationales qu'il a établies fournissent à ses entreprises membres un accès direct aux ministres et autres fonctionnaires de haut rang, et de nombreuses opportunités de faire pression en faveur de changements de politiques qui favorisent leurs intérêts.

Lire l'article :

<https://www.grain.org/fr/article/entries/5624-cultiver-le-desastre-le-programme-grow-permet-aux-multinationales-de-developper-leur-mainmise-sur-l-agriculture>

Concentration du secteur agro-alimentaire**Article : Les trois mega-fusions de l'agro-industrie : l'arrêt de mort de la souveraineté des agricultrices et des agriculteurs ?***Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition, septembre 2017*

Cet article porte sur trois fusions de firmes dans le domaine des semences et de l'agrochimie : Bayer et Monsanto, Dow Chemical et DuPont, ChemChina et Syngenta. Ces fusions conduisent à une situation d'oligopole et révèlent des processus plus larges qui menacent la participation à la vie économique, l'équité sociale et la durabilité écologique, ainsi que la souveraineté alimentaire et semencière.

Lire l'article (10 p.) :

https://www.righttofoodandnutrition.org/files/r_t_f_a_n_w_2017_fr_7.pdf

Revue : Agropoly : Ces quelques multinationales qui contrôlent notre alimentation*Déclaration de Berne, juin 2014*

Cette édition spéciale de la revue *Solidaire* de la Déclaration de Berne montre comment le processus de concentration en cours dans le secteur de l'alimentation, lié à une industrialisation toujours plus poussée de la production, conduit à une impasse. Pour chaque branche du secteur (fourrage, élevage, semences, engrais, pesticides, matières premières, transformation) il indique quelles entreprises possèdent quelles parts de marché et dénonce les problématiques que cela cause.

Lire la revue (18 p., 3 Mo) :

<https://www.publiceye.ch/fileadmin/files/documents/Lebensmittelindustrie/DB-Solidaire216-Agropoly-2e-edition-juin2014.pdf>

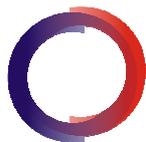
Ce bulletin de veille est réalisé par l'équipe d'Inter-réseaux. Il est fondé sur le travail réalisé par Inter-réseaux et le Bureau Issala pour SOS Faim Belgique, auquel ont contribué Arlène Alpha, Roger Blein, François Doligez, Johnny Egg, Jean-Jacques Gabas, Jean-Jacques Grodent, Henry Leturque, Marc Mees, Nora McKeon, Vincent Ribier et Emma Tyrou. Nous remercions l'ensemble des organisations et personnes qui nous ont aidés à repérer, rassembler et présenter les différentes ressources répertoriées dans ce bulletin.

Pour partager d'autres ressources intéressantes, écrivez-vous : inter-reseaux@inter-reseaux.org

Retrouvez l'ensemble des bulletins de veille paru à : <http://www.inter-reseaux.org/bulletins-de-veille>

Merci de penser à nous signaler si vous publiez ce bulletin de veille sur votre site internet.

Réalisé avec le soutien financier de:



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



Belgique

partenaire du développement

Le contenu du BDV n'engage que ses auteurs.